

TEMPS *de* FRANCE

TANT DE FRANCE



Photo : DXR · Public domain · Wikimedia Commons

ÉDITO

Taxe Zucman : on ne soigne pas la dépense publique en taxant l'investissement

Le rejet de la taxe Zucman par l'Assemblée est une bonne nouvelle pour ceux qui produisent, investissent et embauchent en France. Il ne règle pourtant pas le vrai problème.

Les députés ont donc dit non à la taxe Zucman et au retour de l'ISF. On peut s'en réjouir sans mépriser ceux qui la défendent : l'idée d'un impôt plancher sur les très grandes fortunes séduit parce qu'elle est simple, et parce qu'elle promet de l'argent sans que la grande majorité des Français n'ait à payer.

Une idée simple qui bute sur le réel

Le rapporteur général du budget, Philippe Juvin, a rappelé les objections de fond : des actifs peu liquides, des plus-values qui n'existent que sur le papier, un risque d'inconstitutionnalité. Quand un chef d'entreprise détient l'essentiel de son patrimoine dans sa société, lui demander chaque année au moins 2 % de ce patrimoine revient à l'obliger, à terme, à vendre des parts ou à faire entrer des actionnaires extérieurs, ou à quitter le pays. Taxer la fortune qui travaille, c'est prélever sur ce qui finance les usines, les brevets et les emplois.

Quant aux 15 à 25 milliards d'euros par an promis par les défenseurs du projet, ils relèvent d'une estimation qui

reste contestée. Bâtir un budget sur une recette hypothétique, c'est préparer le déficit suivant.

Le vrai sujet reste la dépense

La France compte parmi les pays développés où les prélèvements obligatoires sont les plus élevés, sans que les services publics y soient jugés à la hauteur par ceux qui les utilisent. Chaque débat budgétaire ramène le même réflexe : chercher de nouvelles recettes avant de s'interroger sur l'efficacité de la dépense. Un pays qui veut redresser ses comptes doit commencer par hiérarchiser ses priorités, évaluer ses politiques publiques et alléger ce qui pèse sur le travail et la production.

La gauche est dans son rôle en défendant la taxe Zucman. La majorité parlementaire qui l'a repoussée serait mal inspirée de croire que son travail est terminé : refuser un impôt n'est pas un programme. Le débat budgétaire qui s'ouvre sur les dépenses sera, lui, le vrai test.

Cet éditorial exprime la ligne éditoriale de Temps de France. Il est distinct de l'article d'information consacré au même sujet.



Photo : Anthony montardyfr · CC BY 4.0 · Wikimedia Commons

L'ESSENTIEL

Retailleau-Lisnard : une alliance à droite se dessine, reste à savoir qui s'effacera

Invité d'Europe 1 jeudi, le candidat des Républicains plaide pour des retrouvailles avec David Lisnard, tout en reconnaissant que l'un des deux devra renoncer. Les sondages récents compliquent l'équation.

Six mois avant la présidentielle de 2027, la droite hors Rassemblement national reste divisée entre deux candidatures. Le 15 octobre, dans l'émission « Pascal Praud et vous », Bruno Retailleau, candidat des Républicains (LR), a estimé qu'il fallait que lui et David Lisnard « se retrouvent », selon Europe 1. Il a aussitôt ajouté qu'un des deux « devra se retirer », le pire scénario étant selon lui que les deux aillent jusqu'au bout.

Deux candidatures, une même famille politique

Bruno Retailleau est candidat déclaré depuis début février, d'après Public Sénat. Les adhérents LR l'ont désigné le 19 avril : 73,8 % des quelque 46 000 votants ont choisi de le nommer directement plutôt que d'organiser une primaire, réservée aux adhérents (12,2 %) ou ouverte (14 %). La participation avoisinait 60 %, sur 76 653 adhérents inscrits.

David Lisnard, maire de Cannes et président de l'Association des maires de France, avait quitté LR le 31 mars pour porter sa propre candidature à la tête de son mouvement Nouvelle Énergie. Il reproche à son ancien parti de ne pas avoir rompu avec les « ambiguïtés » envers la macronie et réclame une grande primaire de la droite, du centre jusqu'à Sarah Knafo (Reconquête), selon LCP et Public Sénat. Il écarte l'idée d'une candidature de témoignage. Les deux hommes ne sont pas des adversaires de toujours : Lisnard avait soutenu Retailleau contre Laurent Wauquiez lors de l'élection à la présidence de LR en 2025.

Des sondages qui changent le rapport de force

Selon une dépêche de l'AFP, un sondage Ifop-Fiducial pour LCI et Sud Radio publié le 14 octobre place pour la première fois Lisnard (6 %) devant Retailleau (5 %). Dans le baromètre Ipsos-BVA-Cesi pour La Tribune Dimanche, les deux hommes sont proches sur la question de la satisfaction qu'inspirerait leur arrivée à l'Élysée : 17 % pour Retailleau, 16 % pour Lisnard. Ces écarts restent faibles et inférieurs, dans les deux cas, à ceux de Marine Le Pen, de Jordan Bardella ou d'Édouard Philippe.

Qui se retirera ?

C'est le nœud de la question. Retailleau avait déjà affirmé le 1er avril que Lisnard « nous rejoindra » tôt ou tard, rapporte LCP. Mais l'intéressé défend une primaire, que le parti a écartée, et vient de dépasser son rival dans un sondage, même si ce résultat reste unique. Éric Ciotti (UDR) avait de son côté jugé la primaire LR « farce » et plaidé pour une union des droites. À notre connaissance, Lisnard n'a pas répondu publiquement à l'appel du 15 octobre, et aucune discussion concrète entre les deux équipes n'a été rendue publique : la méthode d'un éventuel retrait, par exemple un sondage de référence, une primaire express ou une négociation, n'est pas connue.

Cet article a été rédigé à partir d'informations disponibles le 17 octobre 2026 ; les positions des deux candidats peuvent évoluer rapidement.

Sources : Europe 1 : « Évidemment qu'il faut qu'on se retrouve », affirme Retailleau (15 octobre 2026) · AFP via Bourse Direct : Lisnard, star des petits écrans, veut passer en grandeur nature · Public Sénat : Bruno Retailleau désigné candidat par les adhérents LR · Public Sénat : David Lisnard annonce sa candidature et quitte les LR · LCP : « Je suis candidat » : David Lisnard quitte LR et relance le débat sur une primaire à droite



Photo : Abxbay · CC0 · Wikimedia Commons

L'ESSENTIEL

Présidentielle 2027 : David Lisnard, candidat solitaire qui veut s'imposer à droite

Parti des Républicains au printemps, le maire de Cannes progresse dans quelques sondages. Il devance pour la première fois Bruno Retailleau dans une enquête Ifop, mais reste peu testé.

Le maire de Cannes David Lisnard, également président de l'Association des maires de France, tente de s'installer dans la campagne présidentielle de 2027 en dehors des appareils. Selon une dépêche de l'AFP du 14 octobre, une enquête Ifop-Fiducial pour LCI et Sud Radio lui attribue 6 % des intentions de vote, contre 5 % pour Bruno Retailleau : c'est la première fois qu'il devance le président des Républicains dans un sondage.

Un départ de LR en mars

Europe 1 rapporte qu'il a formellement quitté Les Républicains le 31 mars 2026, après un entretien avec Bruno Retailleau au Sénat. Il visait dans sa lettre la présence de ministres LR dans le gouvernement de Sébastien Lecornu. Une semaine plus tôt, il avait quitté le bureau politique du parti, qui avait retenu un mode de désignation du candidat écartant sa proposition de primaire ouverte, ce qu'il avait qualifié de « vote truqué ». Il dit vouloir se présenter si aucune primaire n'est organisée. Chez LR, on parle d'une « échappée » dont il pourrait revenir ; Éric Ciotti l'a invité à le rejoindre.

Un profil libéral et « anti-système »

Il dirige le parti Nouvelle Énergie, qui revendique 55 000 adhérents, un chiffre fourni par ses soutiens et non vérifié. Il se présente comme libéral et anti-système, critique le « parisianisme » et l'« entre-soi », et défend notamment la retraite par capitalisation et la dérégulation. Il reste favorable à une primaire de la droite et du centre.

Où il en est dans l'opinion

Dans le baromètre Ipsos-BVA-Cesi pour La Tribune Dimanche, 16 % des sondés se disent satisfaits à l'idée de le voir arriver à l'Élysée, soit 4 points de plus en un mois. Il se situe devant ou à égalité avec Bruno Retailleau et Gabriel Attal (17 %), mais derrière Édouard Philippe (20 %), Marine Le Pen (32 %) et Jordan Bardella (33 %). Son principal obstacle, relève l'AFP, est d'être rarement testé dans les enquêtes, ce qu'il attribue à son positionnement hors système, et de convaincre au-delà des réseaux sociaux : il a réuni environ un millier de personnes fin septembre en Alsace.

Sources : AFP via Bourse Direct : Lisnard, star des petits écrans, veut passer en grandeur nature · Europe 1 : David Lisnard a officiellement quitté Les Républicains



Photo : Kevin.B · CC BY-SA 4.0 · Wikimedia Commons

L'ESSENTIEL

Nantes : un policier adjoint de 22 ans meurt percuté sur le périphérique

Le jeune fonctionnaire est mort dans la nuit de vendredi à samedi alors qu'il poursuivait un individu en fuite. Les circonstances exactes restent à établir.

Un policier adjoint de 22 ans, affecté au commissariat de Saint-Herblain, est mort dans la nuit de vendredi 16 à samedi 17 octobre sur le périphérique de Nantes, percuté par un véhicule. Selon la préfecture, il intervenait « alors qu'il poursuivait un individu en fuite ».

Ce qui est établi

D'après la direction interdépartementale de la police nationale, le policier traversait les voies au moment du choc. La préfecture a publié un communiqué. Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a exprimé sur X son « immense émotion » et sa « profonde tristesse ».

Ce qui reste à confirmer

Une source policière, citée par Europe 1, indique que le jeune homme avait été appelé vers 1 heure du matin pour interpellier deux hommes soupçonnés d'avoir dégradé un véhicule de la direction interdépartementale des routes (DIR) Ouest, et que ceux-ci auraient pris la fuite à pied. Cette version n'est pas confirmée : la préfecture parle d'un seul individu. L'automobiliste impliqué serait en état de choc ; les sources consultées ne précisent ni son identité, ni les circonstances exactes de l'accident, ni d'éventuelles suites judiciaires, ni l'ouverture d'une enquête. Nous actualiserons cet article à mesure que les informations seront confirmées.

Sources : Europe 1 : un policier meurt dans un accident lors d'une intervention à Nantes · La Dépêche : un policier de 22 ans tué à Nantes cette nuit



Photo : Thomon · CC BY-SA 4.0 · Wikimedia Commons

L'ESSENTIEL

Mobilisation du 17 octobre : lycéens, gilets jaunes et syndicats dans la rue, ce que l'on sait

Des appels nés sur les réseaux sociaux contre la vie chère rejoignent le mouvement lycéen. Le gouvernement craint des débordements ; les chiffres de mobilisation varient du simple au triple selon les sources.

Une journée de mobilisation est organisée ce samedi 17 octobre dans toute la France. Elle mêle des lycéens et étudiants, mobilisés depuis la mi-septembre, des gilets jaunes, des syndicalistes et des usagers en colère contre la hausse des carburants et la vie chère. Ce texte est écrit avant le bilan de la journée ; il rassemble ce que les sources consultées disaient à la veille.

D'où vient le mouvement

Selon Public Sénat, les premiers appels sont nés sur les réseaux sociaux contre la hausse des carburants, puis contre la vie chère en général, avant de se cristalliser autour des manifestations lycéennes. Les syndicats ne relayaient pas ces appels jusque-là. Sud Radio rapporte que l'Union syndicale lycéenne parle de « convergence des luttes » et que la CGT sera présente « partout où les conditions seront réunies ». Olivier Faure (PS) et Fabien Roussel (PCF) ont dit leur soutien ou leur disposition à rejoindre les manifestants. Les lycéens réclament notamment le remplacement des enseignants absents, plus de moyens et la suppression de Parcoursup ; les gilets jaunes visent le prix des carburants et la fiscalité ; les syndicats, les salaires, les retraites et les services publics.

Des chiffres très différents

Le nombre d'actions prévues varie selon les sources. Public Sénat cite « entre 200 et 300 actions » selon une

source proche du ministère de l'Intérieur, alors que la carte collaborative des organisateurs en recensait plus de 1 000 jeudi. Sud Radio, de son côté, dénombre 619 lieux d'action : 384 manifestations, 70 rassemblements sur des ronds-points, 131 stations-service, 30 dépôts pétroliers et 4 raffineries. Pour Paris, les autorités tablent sur 20 000 à 40 000 manifestants.

Le gouvernement redoute des violences

Le Premier ministre Sébastien Lecornu a rappelé le droit de manifester et de faire grève, tout en disant redouter un « mouvement de violences urbaines ». Le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, évoque un risque de débordements par la mouvance d'ultragauche et l'infiltration possible de 50 à 100 militants de type black blocs dans plusieurs grandes villes ; il promet une intervention ferme et immédiate en cas de blocages durables. À Paris, le préfet de police Patrice Faure a interdit le parcours déposé par l'AG Interfac Île-de-France (République-Concorde) et proposé un itinéraire alternatif, refusé par les organisateurs ; le dialogue se poursuivait.

Des précédents tendus

Les semaines précédentes ont déjà été marquées par des incidents. À Lyon, le 6 octobre, Lyon Mag rapporte environ 20 000 manifestants (25 000 selon les syndicats), onze blessés dont neuf policiers et huit interpellations le matin. À Paris, le 13 octobre, Politis décrit un cortège lycéen centré sur la dénonciation des violences policières, avec de très nombreuses grenades assourdissantes et du gaz lacrymogène en fin de journée ; le média affirme qu'au moins deux jeunes ont été mutilés lors d'interventions policières, une information à replacer dans son contexte militant.

Sources : Public Sénat : 17 octobre, le mouvement s'organise peu à peu · Sud Radio : manifestations du 17 octobre, vers une convergence des luttes · Lyon Mag : mobilisation lycéenne à Lyon, 20 000 manifestants · Politis : le cortège de la mobilisation lycéenne à Paris



Photo : Sunala · CC BY-SA 3.0 · Wikimedia Commons

L'ESSENTIEL

Budget 2027 : l'Assemblée rejette la taxe Zucman et le retour de l'ISF

Les députés ont repoussé vendredi 16 octobre un impôt minimum sur les très grandes fortunes et le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune. L'examen des recettes du budget se poursuit mardi.

L'Assemblée nationale a rejeté, vendredi 16 octobre, plusieurs propositions de la gauche visant les plus hauts patrimoines : un impôt minimum sur les plus grandes fortunes, sur le modèle de la « taxe Zucman », et le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Les sources consultées ne donnent pas de décompte des voix.

Ce que prévoyait la taxe Zucman

Le dispositif viserait environ 1 800 foyers fiscaux parmi les plus fortunés. Ils devraient verser chaque année au moins 2 % de leur patrimoine net, les impôts déjà payés étant déduits, et les participations dans les entreprises seraient prises en compte. Ses défenseurs avancent un rendement compris entre 15 et 25 milliards d'euros par an, une estimation qui reste contestée. L'ISF, lui, a été supprimé en 2018 et remplacé par l'impôt sur la fortune

immobilière (IFI) ; certaines propositions de rétablissement comportaient un volet climatique.

Les arguments échangés

Le député socialiste Mickaël Bouloux a défendu ces mesures en affirmant que la gauche ne demande pas de « punir » les riches. En face, le rapporteur général du budget, Philippe Juvin (Les Républicains), s'y est opposé. Il met en avant un risque d'inconstitutionnalité lié aux actifs peu liquides et aux plus-values non réalisées, ainsi que des effets négatifs sur l'activité et l'innovation. Le gouvernement a donné un avis défavorable. BFM TV fait état, dans son compte rendu, de nombreux accrochages pendant les débats.

Une discussion budgétaire loin d'être terminée

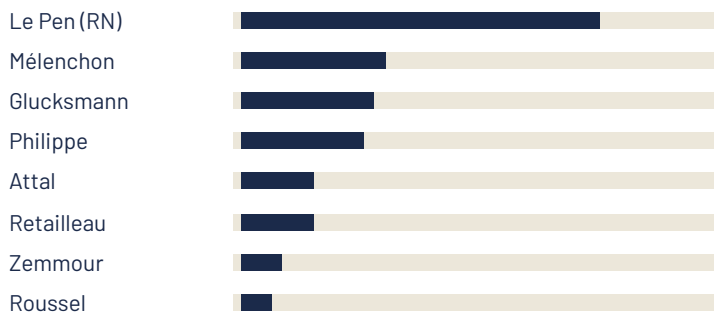
Il s'agissait de la première partie du budget 2027, consacrée aux recettes de l'État. Près de 3 000 amendements restaient à examiner en début de soirée et le vote était prévu mardi. Le texte doit en principe être transmis au Sénat au plus tard le 17 novembre. Ce n'est pas la première fois que le sujet fait l'aller-retour : l'Assemblée avait adopté en février 2025 une proposition de loi instaurant la taxe Zucman, avant son rejet par le Sénat.

Sources : Europe 1 : Budget 2027, l'Assemblée rejette la taxe Zucman - BFM TV : l'Assemblée rejette la taxe Zucman, de nombreux accrochages

Le dessin du jour

Présidentielle 2027 : les sondages

OpinionWay · 13-14 oct. 2026 · 1043 personnes. Premier tour, en %.



Second tour	
Le Pen – Philippe	56 – 44
Le Pen – Mélenchon	67 – 33
Le Pen – Attal	57 – 43
Le Pen – Glucksmann	59 – 41
Le Pen – Hollande	56 – 44
Le Pen – Retailleau	58 – 42

La revue de presse

Titres relevés dans 23 médias ; les liens mènent aux articles d'origine, dont le texte reste la propriété de leurs éditeurs.

POLITIQUE

« La gestion du mouvement lycéen et le projet de budget 2027 montrent que le pouvoir ne prend pas la mesure des bouleversements que traverse notre pays » — Le Monde

La mobilisation des lycéens ultramarins est-elle invisibilisée ? — franceinfo

Albanie : des "mains étrangères" derrière les troubles selon le Premier ministre — France 24

Mobilisation du 17 octobre : «Notre problème à tous c'est Emmanuel Macron, il ne veut rien écouter sans rapport de force», estime Alma Dufour — Europe 1

"Macron, pas du tout bebew" : quand la culture Internet s'invite dans les manifestations lycéennes — franceinfo

GOUVERNEMENT & ÉLYSÉE

Albanie : des "mains étrangères" derrière les troubles selon le Premier ministre — France 24

Le gouvernement se prépare — L'Humanité

Mobilisation du 17 octobre : «Notre problème à tous c'est Emmanuel Macron, il ne veut rien écouter sans rapport de force», estime Alma Dufour — Europe 1

"Macron, pas du tout bebew" : quand la culture Internet s'invite dans les manifestations lycéennes — franceinfo

Emmanuel Macron se rend à Céline Dion, Jean-Jacques Goldman pépérise à Paris, Leonardo DiCaprio s'empâte à Hawaï; Patrick Bruel essuie une nouvelle tempête, Shakira part en guerre contre Gerard Piqué; Jennifer Lopez se rapproche de l'ex de Nicole Kidman — Atlantico

PARLEMENT

La mobilisation des lycéens ultramarins est-elle invisibilisée ? — franceinfo

Le député Frédéric Petit en mission sur la promotion de la présence de la France à l'étranger — RFI

"Ce deuxième mandat est raté", estime Laurent Marcangeli, président du groupe "Horizons" à l'Assemblée nationale, au sujet d'Emmanuel Macron — BFMTV

L'Assemblée nationale rejette la taxe Zucman sur les « ultrariches » ainsi que le rétablissement de l'ISF — Ouest-France

Budget 2027 : l'Assemblée nationale rejette la taxe Zucman sur les « ultrariches » — Europe 1

EUROPE

Albanie : des "mains étrangères" derrière les troubles selon le Premier ministre — France 24

Fin de l'ère Orban en Hongrie : « Le niveau de vie est aujourd'hui une préoccupation majeure de la population » — Le Monde

Sommet européen : derrière les grands discours, la vieille logique du guichet — Atlantico

Budget européen, bisbilles et contradictions — France Inter

EN DIRECT, guerre en Ukraine : Donald Trump exempte la Russie de nouvelles sanctions, au nom de « l'intérêt national des Etats-Unis » — Le Monde

SOUVERAINETÉ

1100 km en Alpine A390 GTS : pourquoi ce SUV sportif « made in France » doit revoir sa copie d'urgence — Challenges

Débat sur l'article 11 : les députés d'extrême droite saisissent le Conseil constitutionnel pour obtenir la tête de Richard Ferrand — Libération

"Des propos inacceptables": Jordan Bardella charge Richard Ferrand qui a balayé la proposition du RN de réviser la Constitution par référendum — BFMTV

«Donnons les clés du pouvoir au peuple !» : l'appel d'Alexandre et Robinson Jardin avant 2027 — Le JDD

Référendum : Marine Le Pen pourrait-elle contourner la Constitution comme l'a fait de Gaulle ? — Le JDD

JUSTICE

L'État s'interroge sur sa gestion des Forges de Tarbes et a saisi la justice: Europlasma dit se tenir "à la disposition des autorités compétentes" — BFMTV

Il profite d'un rendez-vous coquin pour voler une voiture : interpellé 500 km plus loin avec un couteau, le conducteur sans permis part quatorze mois en prison — La Dépêche

Tirs au collège d'Aubagne : le mineur de 13 ans suspecté d'avoir été le complice du tireur a été mis en examen — Libération

« C'est parti, je t'aime » : après l'attentat dans un collège d'Aubagne, un deuxième adolescent mis en examen pour complicité de tentatives d'assassinats — Le Monde

Les "hommes à chats" sont-ils condamnés au célibat ? — Courrier international

SÉCURITÉ

Cognac, massages... P. Diddy transféré après des révélations sur ses privilèges en prison — HuffPost

Gare du Nord il y a déjà du monde...et déjà la police — L'Humanité

Il profite d'un rendez-vous coquin pour voler une voiture : interpellé 500 km plus loin avec un couteau, le conducteur sans permis part quatorze mois en prison — La Dépêche

ENTRETIEN. Manifestations, les policiers en première ligne : "Nos collègues ne sont pas de la chair à canon" Un syndicaliste policier défend la plainte déposée contre l'État — La Dépêche

Comment a évolué la réponse policière des manifestations en France ? — franceinfo

IMMIGRATION

Albanie : des "mains étrangères" derrière les troubles selon le Premier ministre — France 24

Immigration : quand la social-démocratie danoise tire à boulets roses sur l'Espagne, la France et la Suède — Atlantico

Le député Frédéric Petit en mission sur la promotion de la présence de la France à l'étranger — RFI

Les experts sans frontières – Vendredi 16 octobre — BFMTV

Youssef Badr : face aux critiques de la magistrature, Frontières défend ses révélations — Le JDD

BUDGET & FISCALITÉ

« La gestion du mouvement lycéen et le projet de budget 2027 montrent que le pouvoir ne prend pas la mesure des bouleversements que traverse notre pays » — Le Monde

Budget 2027 de Jean-Luc Mélenchon : ces Français qui font déjà leurs valises — Valeurs actuelles

Budget européen, bisbilles et contradictions — France Inter

Pour les vacances de la Toussaint, ces Français trop contraints par leur budget : « J'ai dû renoncer à ce bol d'air » — Le Monde

Mobilisations lycéennes: "Le budget Lecornu est au pied du mur", estime Olivier Besancenot, membre du Nouveau Parti anticapitaliste — BFMTV

ÉCONOMIE

Pouvoir d'achat : à Gruissan, les commerçants craignent des vacances de la Toussaint moroses — Europe 1

Quand la « Jackie Kennedy d'Asie » réinventait la mode avec Balmain : l'exposition du MAD à Paris, un prestige cousu main — Challenges

Lyon, Rennes, Marseille, Belfort, Poitiers... La journée de mobilisation du 17 octobre a commencé — franceinfo

Pour chasser un brouillard toxique, l'Indonésie va utiliser une technique vieille de 80 ans: elle va bombarder le ciel de neige carbonique avec des avions — BFMTV

L'État s'interroge sur sa gestion des Forges de Tarbes et a saisi la justice: Europlasma dit se tenir "à la disposition des autorités compétentes" — BFMTV

INTERNATIONAL

Ukraine : la trahison de Donald Trump — Le Monde

Guerre en Ukraine : après l'annonce de Trump d'exempter la Russie de sanctions, Moscou salue un « moment historique » — Ouest-France

Trump met un coup d'arrêt aux sanctions contre la Russie, au grand désarroi de l'Ukraine — Courrier international

Tuerie dans une école dans l'Oregon : Donald Trump défend le port d'armes — La Croix

Guerre en Ukraine : Donald Trump fait un nouveau cadeau à la Russie et l'exempte de sanctions — 20 Minutes

OPINIONS & ANALYSES

ENTRETIEN. Manifestations, les policiers en première ligne : "Nos collègues ne sont pas de la chair à canon" Un syndicaliste policier défend la plainte déposée contre l'État — La Dépêche

DECRYPTAGE. Manifestations du 17 octobre : une "convergence des luttes" possible entre Gilets jaunes, syndicats et lycéens ou un "moment mal choisi" ? — La Dépêche

Le grand entretien du samedi 17 octobre 2026 — France Inter

ENTRETIEN. « Le regard change quand tu ramènes deux médailles olympiques » : Earvin Ngapeth se confie à deux ans des JO — Ouest-France

ENTRETIEN. Greg LeMond : « J'ai du plomb dans le sang, j'ai cru que j'allais mourir, il faut profiter de la vie ! » — Ouest-France